

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.986/VR
DU 10 MARS 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, chambres réunies, saisi par le Ministre de l'Emploi, de l'Économie, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, le 6 février 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^(*), sur un avant-projet d'ordonnance "portant assentiment à l'accord de coopération du [...] entre la Communauté française et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au programme «Jeunes, École, Emploi, tout un Programme» dit programme JEEP", a donné l'avis suivant :

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85*bis*.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

I. La portée de l'avant-projet

1. Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale est invité, par l'avant-projet, à porter assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au programme "Jeunes, École, Emploi, tout un Programme", dit Programme JEEP.

2. L'accord de coopération définit tout d'abord le contenu du Programme JEEP. Il s'agit d'un programme de sensibilisation visant à mieux préparer les élèves du troisième degré de l'enseignement secondaire à leur entrée sur le marché du travail. Le projet s'adresse exclusivement aux élèves des établissements d'enseignement francophones.

Le projet comprend deux phases. Dans une première phase, qui consiste en trois modules, les élèves sont confrontés durant les heures de cours à un certain nombre de problèmes concrets relatifs au marché du travail. Les modules sont organisés par des formateurs désignés par les missions locales pour l'emploi. Au cours de la seconde phase, certains élèves sont accompagnés, en dehors des périodes scolaires, dans le cadre d'un job d'étudiant.

Le chapitre IV de l'accord de coopération règle le financement du projet. La Communauté française et la Région de Bruxelles-Capitale accordent respectivement une subvention de 37,5 % et 62,5 % du montant de base des frais de personnel des formateurs et des frais de fonctionnement.

.../...

Le chapitre V de l'accord de coopération définit les objectifs qualitatifs et quantitatifs, crée un Comité de suivi et règle les possibilités de rupture ainsi que le mode de règlement des litiges.

II. Examen de l'accord de coopération

A. La compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Communauté française

3. La conclusion d'un accord de coopération prévu par l'article 92*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ne peut entraîner un échange, un abandon ou une restitution de compétence ⁽¹⁾.

Il convient donc de vérifier si, en concluant l'accord de coopération faisant l'objet de l'avant-projet d'assentiment, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté française exercent leurs compétences, chacune pour certains aspects de cet accord.

4. Ainsi qu'il résulte d'une jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, le Constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils n'en disposent pas autrement, ont attribué aux communautés et aux régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées.

5. L'article 6, § 1^{er}, IX, 1/, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 attribue aux régions, "[e]n ce qui concerne la politique de l'emploi", "[l]e placement des travailleurs". Cette disposition est applicable à la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

⁽¹⁾ C.C., n/ 17/94, 3 mars 1994, B.5.3.

L'accord de coopération à l'examen tend pour l'essentiel à assurer la sensibilisation du jeune public susceptible d'entrer rapidement sur le marché de l'emploi. Le préambule s'exprime en effet en ces termes sur ce point :

"Considérant que la déclaration de politique générale du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale souligne qu'une politique efficace de l'emploi requiert des partenariats avec les entités fédérées en matière de mobilité des demandeurs d'emploi et de formation ; qu'elle insiste par ailleurs sur la nécessité de favoriser l'emploi des jeunes en évitant que ceux-ci ne perçoivent le stage d'attente comme seule perspective d'avenir;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale enregistre un taux de chômage des jeunes particulièrement préoccupant;

Considérant que Bruxelles souffre d'une inadéquation entre le niveau de qualification du demandeur d'emploi bruxellois et les exigences de qualification du marché de l'emploi;

Considérant que le chantier 7 du Contrat pour l'Économie et l'Emploi souligne la difficulté de transcender les logiques institutionnelles pour mener des politiques d'emploi, de formation et d'enseignement globales et cohérentes ; qu'il est de ce fait nécessaire de rassembler sur des projets communs les acteurs des politiques de l'emploi, de la formation et de l'enseignement, ainsi que les acteurs du secteur associatif bruxellois de l'insertion;

Considérant qu'un des objectifs opérationnels du Chantier 7 du Contrat pour l'Économie et l'Emploi est d'améliorer l'information aux élèves de terminale sur les réalités socio-économiques de leur région en leur fournissant des informations concrètes;"

Ces intentions sont également exprimées dans le dispositif de l'accord de coopération, dont l'article 3, § 1^{er} dispose en effet :

"Le programme JEEP est un programme d'animation visant à accompagner les [étudiants du 3^{ème} degré secondaire des établissements scolaires francophones, prioritairement celles en discriminations positives, dans la Région de Bruxelles-Capitale], dans la construction de leur projet de vie scolaire et professionnelle afin de leur permettre de se positionner face à leur avenir professionnel et d'agir, ainsi, en amont des situations d'exclusion socioprofessionnelle. Il vise à faciliter l'orientation des jeunes, avec une attention particulière pour les métiers porteurs d'emploi ou les métiers en pénurie de main d'oeuvre.

Le programme JEEP participe, ainsi, au processus de maturation du choix professionnel, soit à l'ensemble des étapes qui conduisent l'étudiant à se représenter le monde du travail et à clarifier ses besoins en vue de se positionner dans un proche avenir sur le marché de l'emploi."

.../...

Pareil programme de sensibilisation entre dans les compétences de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de placement des travailleurs, en ce qu'il est destiné à contribuer à l'efficacité de cette politique lorsque les personnes concernées deviendront des demandeurs d'emploi. Il convient de rappeler à cet égard que, lors des discussions parlementaires portant sur les projets devenus les lois spéciales des 8 août 1980 et 8 août 1988, qui ont confié aux régions la politique de placement des travailleurs, il n'a jamais été considéré que cette matière ne pouvait s'adresser à des personnes qui, telles celles qui sont sur le point d'achever leurs études, sont à proximité d'une arrivée sur le marché du travail.

Sans que cet élément soit déterminant, il peut aussi être tenu compte du fait que, selon les renseignements recueillis lors de l'instruction du dossier, les étudiants inscrits dans la dernière année de leurs études secondaires peuvent déjà s'inscrire auprès d'ACTIRIS en vue de bénéficier de ses services pour un éventuel placement au terme de leur formation scolaire.

Or, il est admis que la sensibilisation du public concerné par une politique appartient aux matières qui sont couvertes par cette dernière ⁽²⁾.

La Région de Bruxelles-Capitale est donc compétente pour conclure l'accord de coopération à l'examen.

6. Comme ce sont des élèves de la dernière année de l'enseignement secondaire qui sont spécialement ciblés par le programme faisant l'objet de l'accord de coopération, la Communauté française a pu considérer qu'il lui appartenait d'y apporter son concours, dans le cadre des compétences qu'elle exerce dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale en matière d'enseignement dans les écoles francophones sur la base de l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, et § 2, de la Constitution.

⁽²⁾ Voir par exemple l'avis 34.546/2, donné le 23 décembre 2002, sur un avant-projet de décret "portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la coopération internationale" (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2002-2003, n° 395/1).

L'article 3, § 2, de l'accord de coopération exprime cette articulation entre l'objectif poursuivi par la Région de Bruxelles-Capitale et la politique menée en matière d'enseignement par la Communauté française. Le paragraphe 4, alinéas 3 et 4, de la même disposition énonce en outre que la première phase du programme JEEP "s'intègre dans le projet des établissements scolaires concernés" ⁽³⁾ et qu'"[e]lle est menée, en concertation, avec les équipes des centres P.M.S de ces établissements".

Le préambule de l'accord explicite ces aspects dans les termes suivants :

"Considérant que le Contrat pour l'École dans sa priorité 3, «Orienter efficacement chaque jeune», s'est donné pour objectif de permettre à chaque jeune en obligation scolaire de construire positivement son projet de vie et de l'inscrire dans une perspective d'orientation tout au long de sa vie;

Considérant que ce parcours positif requiert la mise en place d'un partenariat entre les institutions encadrant le jeune en fin d'obligation scolaire afin de le soutenir dans cette construction de projet de vie scolaire et professionnelle;

Considérant que le décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 prévoit en son article 32, § 2, alinéa 3, que chaque établissement peut affecter l'équivalent de deux semaines réparties sur l'ensemble du troisième degré à des activités destinées à favoriser la maturation par les élèves de leurs choix professionnels et des choix d'études qui en résultent. Ces activités font partie des études régulières de l'élève;"

⁽³⁾ Compte tenu du fait qu'aux termes de l'article 67, alinéa 4, du décret du 24 juillet 1997 de la Communauté française définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, "[l]e projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret [...]", on peut s'interroger toutefois sur la considération figurant à l'article 3, § 2, troisième tiret, de l'accord de coopération, aux termes duquel "[l]e programme JEEP vise notamment à [...] [s]ensibiliser les jeunes à la diversité des points de vue liée à l'appartenance culturelle de chacun". Interprétée comme tendant à l'ouverture à la diversité culturelle, cette disposition est conforme à l'article 6, 3/, du décret précité du 24 juillet 1997, qui mentionne parmi les objectifs généraux de l'enseignement secondaire celui consistant à "préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures". En revanche, si la disposition est comprise comme liant de manière préétablie les points de vue de chaque personne à son appartenance culturelle, elle ne lui est pas compatible. La disposition mériterait d'être réécrite.

La Communauté française est donc habilitée à conclure l'accord de coopération en vue notamment de préciser à quelles conditions, relevant de ses compétences en matière d'enseignement, elle apporte sa collaboration aux programmes envisagés.

B. Le financement de l'accord de coopération par la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté française

7. L'accord de coopération prévoit en son chapitre IV l'octroi d'une subvention à la Mission locale coordinatrice du programme à concurrence de 37,5 % à la charge de la Communauté française et de 62,5 % à la charge de la Région de Bruxelles-Capitale, cette dernière finançant en outre la totalité du montant de base maximum des frais de fonctionnement afférents au coordinateur affecté à ladite Mission locale coordinatrice.

L'accord est toutefois muet sur le montant de la subvention et sur ce dernier "montant de base maximum".

Or, il appartient au législateur d'énoncer à tout le moins les règles essentielles permettant de déterminer le montant de la subvention qu'il envisage ⁽⁴⁾.

Il n'y a pas d'inconvénient à ce que la Région de Bruxelles-Capitale fixe ultérieurement, conformément aux règles organiques en matière de subvention, le montant de base maximum des frais de fonctionnement afférents au coordinateur affecté à ladite Mission locale coordinatrice ou adopte séparément les règles essentielles permettant de déterminer ce montant, puisque ce dernier sera exclusivement supporté par la Région de Bruxelles-Capitale.

⁽⁴⁾ Voir notamment l'article 11, alinéa 2, de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes. Pour la Région de Bruxelles-Capitale, voir notamment l'article 92, alinéa 2, de l'ordonnance organique du 23 février 2006 de la Région de Bruxelles-Capitale portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle. Ces textes doivent être mis en rapport avec le principe de légalité, dont il résulte qu'un dispositif législatif doit contenir les éléments essentiels de la réglementation qu'il édicte; ce principe est renforcé en matière budgétaire par les articles 74, 3/, et 174 de la Constitution.

Il en va autrement pour la subvention à la Mission locale coordinatrice du programme, dont la charge est partagée entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté française. Vu la proportion fixée dans l'accord de coopération entre ces deux niveaux de pouvoir pour cette subvention, son montant doit être fixé dans l'accord de coopération lui-même; à défaut, les éléments essentiels permettant de le déterminer doivent à tout le moins y figurer.

Le chapitre IV de l'accord de coopération à l'examen sera revu en ce sens.

C. Le respect du principe d'égalité

8. Lorsqu'elles exercent leurs compétences, en ce compris par un accord de coopération, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté française sont tenues de respecter le principe d'égalité.

Or, l'accord de coopération ne s'adresse, s'agissant de la Région de Bruxelles-Capitale, qu'aux élèves fréquentant des écoles francophones et, s'agissant de la Communauté française, qu'à ceux scolarisés dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Ces catégories bénéficient donc d'une politique qui ne concerne dans l'accord de coopération ni les élèves fréquentant les écoles autres que francophones dans la Région de Bruxelles-Capitale ni ceux scolarisés dans la région de langue française.

Il appartient à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Communauté française de justifier ces différences de traitement au regard du principe d'égalité, en faisant état par exemple de la spécificité des situations ainsi réglées ou, le cas échéant, de l'existence de politiques équivalentes au profit du public non concerné par l'accord.

D. La concordance des versions française et néerlandaise de l'accord de coopération

9. Dans la version néerlandaise de l'article 10, alinéa 1^{er}, de l'accord de coopération, il y a lieu d'omettre les mots "en de coördinerende Mission locale", qui n'ont pas leur équivalent dans la version française du texte.

Il n'appartient pas, en toute hypothèse, à pareil organisme de mettre fin à un accord de coopération conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté française.

III. Examen de l'avant-projet d'ordonnance

10. Il n'est pas nécessaire de mentionner, dans une ordonnance d'assentiment à un accord de coopération, que celui-ci est annexé à ladite ordonnance ⁽⁵⁾.

L'article 2, alinéa 2, de l'avant-projet d'ordonnance d'assentiment sera donc omis.

⁽⁵⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", formule F-4-1-5.

Les chambres réunies étaient composées comme suit

Messieurs	M. VAN DAMME,	président de chambre, président,
	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. BAERT,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	P. BARRA,	
Mesdames	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier,
	L. VERSCHRAEGHEN,	greffier assumé.

Les rapports ont été rédigés par MM. X. DELGRANGE, premier auditeur et B. STEEN, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. VAN DAMME

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.986/VR
VAN 10 MAART 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, verenigde kamers, op 6 februari 2009 door de Minister van Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en dringende Medische Hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen ^(*), van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van [...] tussen de Franse Gemeenschap en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het programma «Jeunes, École, Emploi, tout un Programme» genaamd JEEP-programma", heeft het volgende advies gegeven :

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85*bis*.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

I. Strekking van het voorontwerp

1. Door middel van het voorontwerp wordt het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht in te stemmen met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het programma "Jeunes, École, Emploi, tout un Programme", genaamd JEEP-programma.

2. Het samenwerkingsakkoord omschrijft in de eerste plaats de inhoud van het JEEP-programma. Het gaat om een bewustmakingsprogramma om leerlingen uit de derde graad van het secundair onderwijs beter voor te bereiden op hun intrede op de arbeidsmarkt. Het project richt zich uitsluitend tot leerlingen van Franstalige onderwijsinstellingen.

Het project omvat twee fasen. In een eerste fase, die bestaat uit drie modules, worden de leerlingen tijdens de schooluren in contact gebracht met een aantal concrete problemen inzake de arbeidsmarkt. De modules worden verzorgd door opleiders aangesteld door de *missions locales pour l'emploi*. In de tweede fase wordt een aantal leerlingen begeleid buiten de schoolperiodes in het kader van een studentenjob.

Hoofdstuk IV van het samenwerkingsakkoord regelt de financiering van het project. De Franse Gemeenschap en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verlenen respectievelijk een toelage van 37,5% en 62,5% van het basisbedrag van de personeelskosten van de opvoeders en van de werkingskosten.

.../...

In hoofdstuk V van het samenwerkingsakkoord worden de kwalitatieve en kwantitatieve doelstellingen vastgelegd, wordt een Voortgangscommissie opgericht en worden de beëindigingsmogelijkheden alsook de wijze van geschillenberechting geregeld.

II. Onderzoek van het samenwerkingsakkoord

A. De bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Franse Gemeenschap

3. Het sluiten van een samenwerkingsakkoord waarin artikel 92*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen voorziet, mag geen uitwisseling, afstand of teruggave van bevoegdheden tot gevolg hebben ⁽¹⁾.

Er moet dus worden nagegaan of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse Gemeenschap, door het samenwerkingsakkoord te sluiten waarover het voorontwerp houdende instemming hiermee handelt, elk van beide voor sommige aspecten van dit akkoord, hun bevoegdheden uitoefenen.

4. Zoals blijkt uit de vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, hebben de Grondwetgever en de bijzondere wetgever, voor zover zij er niet anders over hebben beschikt, aan de gemeenschappen en de gewesten de volledige bevoegdheid toegekend tot het uitvaardigen van regels die eigen zijn aan de aan hen toegewezen aangelegenheden.

5. Artikel 6, § 1, IX, 1/, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 kent aan de gewesten de bevoegdheid toe, "wat het tewerkstellingsbeleid betreft", voor "de arbeidsbemiddeling". Deze bepaling is van toepassing op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest krachtens artikel 4, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse aangelegenheden.

⁽¹⁾ Grondwettelijk Hof, nr. 17/94, 3 maart 1994, B.5.3.

Het voorliggende samenwerkingsakkoord strekt in hoofdzaak ter bewustmaking van de jonge doelgroep die op de arbeidsmarkt snel haar intrede kan doen. De aanhef luidt immers als volgt wat dit betreft :

"Overwegende dat de algemene beleidsverklaring van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering onderstreept dat een doeltreffend tewerkstellingsbeleid partnerships vereist met de gefedereerde entiteiten inzake de mobiliteit van werkzoekenden en inzake opleiding; dat de Regering bovendien aandringt op de noodzaak om de tewerkstelling van jongeren te bevorderen door te vermijden dat zij de wachtstage als enig toekomst-perspectief zien;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt geconfronteerd met een bijzonder zorgwekkende jeugdwerkloosheid;

Overwegende dat Brussel lijdt onder een gebrek aan overeenstemming tussen het opleidingsniveau van de Brusselse werkzoekende en de eisen inzake kwalificaties op de arbeidsmarkt;

Overwegende dat werkterrein 7 van het Contract voor Economie en Tewerkstelling de moeilijkheid onderstreept om de institutionele logica te overstijgen teneinde een globaal en coherent beleid te voeren inzake tewerkstelling, opleiding en onderwijs; dat het bijgevolg noodzakelijk is om de actoren van het beleid inzake tewerkstelling, opleiding en onderwijs, evenals de actoren van het Brussels verenigingsleven inzake inschakeling te verenigen rond gemeenschappelijke projecten;

Overwegende dat een van de operationele doelstellingen van werkterrein 7 van het Contract voor Economie en Tewerkstelling erin bestaat, de informatie te verbeteren voor laatstejaars over de sociaal-economische realiteit in hun gewest door het verschaffen van concrete informatie."

Deze doelstellingen worden eveneens weergegeven in het dispositief van het samenwerkingsakkoord, waarvan artikel 3, § 1, immers het volgende bepaalt :

"Het programma JEEP is een animatieprogramma waarmee de [leerlingen van de 3^{de} middelbare graad de scholen van het Franstalig onderwijs in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest] worden begeleid bij de opbouw van hun school- en beroepsproject, teneinde hen toe te laten om zich te positioneren wat betreft hun toekomstig beroepsleven, en aldus in te grijpen stroomopwaarts van situaties van sociaal-professionele uitsluiting. Het moet de oriëntatie van jongeren vergemakkelijken. Hierbij wordt bijzondere aandacht besteed aan beroepen met toekomst inzake werkgelegenheid of beroepen met een tekort aan arbeidskrachten.

Het programma JEEP draagt aldus bij tot het rijpingsproces inzake de beroepskeuze, te weten, tot alle fasen die de student ertoe brengen om zich de arbeidsmarkt voor te stellen en zijn noden te verduidelijken om zich in een nabije toekomst te positioneren op de arbeidsmarkt."

.../...

Zo'n bewustmakingsprogramma valt onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wat de arbeidsbemiddeling betreft, doordat het bestemd is om bij te dragen tot de doeltreffendheid van dit beleid wanneer de betrokkenen werkzoekenden zullen worden. In dit opzicht dient eraan te worden herinnerd dat bij de parlementaire bespreking van de ontwerpen die hebben geleid tot de bijzondere wetten van 8 augustus 1980 en 8 augustus 1988, die aan de gewesten het beleid inzake arbeidsbemiddeling hebben opgedragen, er nooit van uit is gegaan dat deze aangelegenheid geen betrekking kon hebben op personen die, zoals degenen die op het punt staan hun studie te voleindigen, weldra op de arbeidsmarkt zullen aankomen.

Zonder dat dit gegeven bepalend is, kan er eveneens rekening mee worden gehouden dat, volgens de inlichtingen die bij het onderzoek van het dossier verkregen zijn, de leerlingen die in het laatste jaar van het secundair onderwijs ingeschreven zijn, zich reeds kunnen laten inschrijven bij ACTIRIS om voor zijn diensten in aanmerking te komen met het oog op eventuele arbeidsbemiddeling na afloop van hun schoolopleiding.

Er wordt evenwel aangenomen dat de bewustmaking van de doelgroep waarop een beleid gericht is, behoort tot de aangelegenheden waarop dit beleid betrekking heeft ⁽²⁾.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is dus bevoegd om het onderzochte samenwerkingsakkoord te sluiten.

6. Aangezien het leerlingen van het laatste jaar van het secundair onderwijs zijn die in het bijzonder de doelgroep vormen van het programma waarover het samenwerkingsakkoord handelt, is de Franse Gemeenschap er, inzake onderwijs, van uit kunnen gaan dat het haar toekwam hieraan haar medewerking te verlenen in het kader van de bevoegdheden die ze inzake onderwijs in de Franstalige scholen van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad uitoefent op basis van artikel 127, § 1, eerste lid, 2/, en § 2, van de Grondwet.

⁽²⁾ Zie bijvoorbeeld advies nr. 34.546/2, gegeven op 23 december 2002, over een voorontwerp van decreet "portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la coopération internationale" (*Gedr. St. Parl. Comme. fr.*, 2002-2003, nr. 395/1).

In artikel 3, § 2, van het samenwerkingsakkoord wordt deze samenhang tussen de door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nagestreefde doelstelling en het door de Franse Gemeenschap gevoerde beleid inzake onderwijs weergegeven. In paragraaf 4, derde en vierde lid, van dezelfde bepaling staat bovendien dat de eerste fase van het JEEP-programma "past in het project van de betrokken onderwijsinstellingen" ⁽³⁾ en dat "[ze] wordt gevoerd in overleg met de teams van de PMS-centra van deze instellingen".

In de aanhef van het akkoord worden deze aspecten in de volgende bewoordingen weergegeven :

"Overwegende dat het «Contrat pour l'Ecole» zich in zijn prioriteit nr 3, «Orienter efficacement chaque jeune», tot doel heeft gesteld om elke schoolplichtige in de mogelijkheid te stellen om op positieve wijze te bouwen aan zijn levensproject en het op te nemen in een perspectief van levenslange oriëntatie;

Overwegende dat dit positief parcours de oprichting vereist van een partnership tussen de instellingen die de jongere begeleiden waarvan de schoolplicht op zijn einde loopt, teneinde hem te steunen bij deze opbouw van een levensproject op het vlak van school- en beroepskeuze;

Overwegende dat artikel 32, § 2, 3de lid van het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 bepaalt dat elke onderwijsinstelling het equivalent van twee weken over het geheel van de derde graad kan gebruiken voor activiteiten die ervoor moeten zorgen dat de professionele keuzes van de leerlingen en de studiekeuzes die eruit voortvloeien tot rijpheid komen. Deze activiteiten maken deel uit van de regelmatige studies van de leerling;"

⁽³⁾ Gelet op het feit dat luidens artikel 67, vierde lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, "het inrichtingsproject [...] een hulpmiddel [is] om de algemene en de gespecialiseerde doelstellingen te bereiken [...]", rijzen er evenwel vragen bij de overweging in artikel 3, § 2, derde streepje, van het samenwerkingsakkoord, luidens hetwelk "het programma JEEP [...] met name de jongere [moet] sensibiliseren voor de diversiteit van de standpunten in verband met de culturele eigenheid van elkeen". Voor zover deze bepaling aldus wordt opgevat dat ze strekt tot het openstaan voor culturele diversiteit, is ze in overeenstemming met artikel 6, 3/, van het voormelde decreet van 24 juli 1997, dat als een van de algemene doelstellingen van het secundair onderwijs vermeldt "alle leerlingen erop voorbereiden verantwoordelijke burgers te zijn, die in staat zijn mee te werken aan de ontwikkeling van een democratische, solidaire gemeenschap die pluralistisch is en openstaat voor andere culturen". Indien de bepaling daarentegen aldus wordt begrepen dat op een vooraf bepaalde manier de standpunten van eenieder worden verbonden met diens behoren tot een bepaalde cultuursfeer, is ze er niet bestaanbaar mee. De bepaling zou moeten worden herschreven.

De Franse Gemeenschap is dus bevoegd om het samenwerkingsakkoord te sluiten, om inzonderheid te bepalen onder welke voorwaarden, die vallen onder haar onderwijsbevoegdheden, ze aan de beoogde programma's haar medewerking verleent.

B. De financiering van het samenwerkingsakkoord door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse Gemeenschap

7. Het samenwerkingsakkoord voorziet in hoofdstuk IV in de toekenning van een toelage aan de *Mission locale*, die het programma coördineert, ten belope van 37,5% ten laste van de Franse Gemeenschap en van 62,5% ten laste van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat bovendien het totale maximumbasisbedrag financiert van de werkingskosten van de coördinator die voor de coördinerende *Mission locale* is aangesteld.

In het akkoord wordt evenwel met geen woord gerept over het bedrag van de toelage en over dit "maximumbasisbedrag".

Het is echter de taak van de wetgever om op zijn minst de hoofdregels te bepalen op basis waarvan het bedrag van de toelage die hij beoogt kan worden vastgesteld ⁽⁴⁾.

Er is geen bezwaar tegen dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest later, overeenkomstig de organieke regels inzake toelagen, het maximumbasisbedrag vaststelt van de werkingskosten van de coördinator die voor de coördinerende *Mission locale* is aangesteld, of afzonderlijk de hoofdregels uitvaardigt om dit bedrag te kunnen bepalen, daar dit uitsluitend voor rekening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal komen.

⁽⁴⁾ Zie inzonderheid artikel 11, tweede lid, van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof. Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zie inzonderheid artikel 92, tweede lid, van de organieke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle. Deze teksten moeten in verband worden gebracht met het legaliteitsbeginsel, waaruit volgt dat een wetgeving de hoofdbestanddelen moet bevatten van de regelgeving die ze uitvaardigt; dit principe wordt inzake begroting kracht bijgezet door de artikelen 74, 3/, en 174 van de Grondwet.

Dit geldt niet voor de toelage voor de *Mission locale*, die het programma coördineert, waarvan de kosten verdeeld worden tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse Gemeenschap. Gelet op de verhouding tussen deze beide bevoegdheidsniveaus die voor deze toelage in het samenwerkingsakkoord is vastgesteld, moet het bedrag ervan in het samenwerkingsakkoord zelf worden bepaald; zo niet moeten daarin op zijn minst de hoofdbestanddelen worden opgenomen waarmee het kan worden bepaald.

Hoofdstuk IV van het onderzochte samenwerkingsakkoord moet in deze zin worden herzien.

C. De naleving van het gelijkheidsbeginsel

8. Bij de uitoefening van hun bevoegdheden, hierbij inbegrepen door een samenwerkingsakkoord, zijn het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse Gemeenschap ertoe gehouden het gelijkheidsbeginsel in acht te nemen.

Het samenwerkingsakkoord richt zich echter alleen, wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, tot leerlingen die schoolgaan in Franstalige scholen en, waar het om de Franse Gemeenschap gaat, tot degenen die in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad onderwijs genieten. Deze categorieën komen dus in aanmerking voor een beleid dat in het samenwerkingsakkoord noch betrekking heeft op leerlingen die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in andere dan Franstalige scholen schoolgaan, noch op degenen die in het Franse taalgebied onderwijs genieten.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse Gemeenschap dienen deze verschillen in behandeling te verantwoorden ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel, door bijvoorbeeld gewag te maken van de specificiteit van de aldus geregelde situaties of, in voorkomend geval, van het bestaan van een gelijksoortig beleid ten voordele van de doelgroep waarop het akkoord geen betrekking heeft.

D. De overeenstemming tussen de Nederlandse en Franse versie van het samenwerkingsakkoord

9. In de Nederlandse versie van artikel 10, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord moeten de woorden "en de coördinerende *Mission locale*", die in de Franse versie van de tekst geen equivalent hebben, vervallen.

Het komt in ieder geval aan zulk een instelling niet toe om een einde te maken aan een tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse Gemeenschap gesloten samenwerkingsakkoord.

III. Onderzoek van het voorontwerp van ordonnantie

10. In een ordonnantie houdende instemming met een samenwerkingsakkoord hoeft niet te worden vermeld dat het bij die ordonnantie is gevoegd ⁽⁵⁾.

Artikel 2, tweede lid, van het voorontwerp van instemmingsordonnantie dient dus te vervallen.

⁽⁵⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, (www.raadvst-consetat.be) tab "Wetgevingstechniek", formule F- 4-1-5.

De verenigde kamers waren samengesteld uit

de Heren	M. VAN DAMME,	kamervoorzitter, voorzitter,
	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. BAERT,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw de Heer	M. BAGUET,	
	P. BARRA,	
Mevrouwen	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffiers,
	L. VERSCHRAEGHEN,	toegevoegd griffier.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. X. DELGRANGE, eerste auditeur en B. STEEN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. VAN DAMME